

**PROCÈS VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE L'AGGLO FOIX-VARILHES**
Mercredi 16 novembre 2022

Ordre du jour :

N°2022/140	Assemblées	Modification de l'intérêt communautaire – centre culturel Olivier Carol à Foix
N°2022/141	Assemblées	Désignation de trois délégués titulaires au sein de l'Association pour le développement culturel de Foix et de l'Ariège
N°2022/142	Finances	Budget annexe résidence autonomie 2022 - décision modificative n° 2
N°2022/143	Finances	Budget annexe résidence autonomie – Rectification de l'actif comptable
N°2022/144	Finances	Fonds de concours voirie – opérations sous mandat programme 2021
N°2022/145	Hydraulique	Gestion des eaux pluviales urbaines – prolongation des conventions de délégation de compétence
N°2022/146	Mobilités	Réalisation du pôle d'échanges multimodal de Varilhes - approbation d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la commune de Varilhes et L'agglo Foix-Varilhes
N°2022/147	Enfance	Accueil de loisirs - fixation des tarifs appliqués aux familles pour les séjours hiver 2023 des accueils de loisirs de L'agglo Foix-Varilhes à Foix, Varilhes, Verniolle et Saint-Paul-de-Jarrat
N°2022/148	Ressources humaines	Création d'un poste de chef de projet mobilités, relevant du grade d'ingénieur territorial, à temps complet, au sein du pôle habitat, aménagement, mobilités
N°2022/149	Ressources humaines	Création d'un poste d'agent social en résidence autonomie, relevant du grade d'agent social, à temps complet, au sein de la résidence autonomie à Varilhes
N°2022/150	Motion	Motion relative aux conséquences de la crise économique et financière sur les comptes de L'agglo Foix-Varilhes

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants
70	52	12	64

Par suite d'une convocation en date du 10 novembre 2022 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin.

PRÉSENTS :

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Jacques Morell (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières-sur-Ariège), Jean-Paul Alba, Marine Bordes, Elisabeth Clain, Thomas Fromentin, Jean-François Gavelle, Monique Gonzales, Norbert Meler, André Péchin, Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Monique Laye, Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Nathalie Maury, Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Patrick Eychenne, Philippe Fabry, Nicole Mouchague, Marcel Lopez, Julie Van Molle (Varilhes), Alban Alozy (Ventenac), Sylvie Berges, Annie Bouby, Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

Laurence Degraves (Brassac) représentée par sa suppléante Marie-Claude Birebent

René-Bernard Authié (Celles) représenté par sa suppléante Maria Puntil

Jean-Claude Serres (L'Herm) représenté par son suppléant Gilles Baby

Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp) représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié

ABSENTS ET REPRESENTÉS :

Denis Martinez (Calzan) procuration à Alban Alozy

Mina Achary (Foix) procuration à Monique Gonzales

Francis Authié (Foix) procuration à Annie Bouby

Jérôme Azéma (Foix) procuration à Michel Tartié

Lawrence Bories (Foix) procuration à Marine Bordes

Pascale Canal (Foix) procuration à Elisabeth Clain

Christel Carol (Foix) procuration à Jean-Paul Alba

Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez

Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jean-Pierre Mirouze

Michèle Arseguel (Montgailhard) procuration à Michel Caux

Martine Esteban (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne

Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

ABSENTS :

Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Michel Authié (Rieux-de-Pelleport), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18 heures 30.

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

Le président propose une modification du procès-verbal du conseil communautaire du 19 octobre 2022, page 4, lorsque Marcel Lopez intervient, il précise qu'il ne prendra pas part au vote. La non-participation au vote équivaut juridiquement à une abstention. En conséquence, il souhaite que soit mentionné dans le procès-verbal le sens politique de sa position.

Le procès-verbal du conseil communautaire 19 octobre 2022 est adopté à l'unanimité.

Le président rend compte des décisions prises sur le fondement de la délégation consentie par le conseil communautaire.

Le président apporte des précisions sur la décision n° 130 relative au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé avec le Conseil départemental de l'Ariège pour la résidence autonomie à Varilhes, et se félicite du soutien annoncé par le Département pour la création de 34 nouvelles places dans le centre-ville de Foix. Concernant la décision n° 135, relative au marché public de travaux pour le réaménagement du parvis du pôle de services à Foix, il précise que les travaux consistent à végétaliser cet espace par des plantations d'arbres, arbustes... pour amener de l'ombre et créer un espace convivial. Les premières réunions de chantiers ont eu lieu et les travaux démarrent la deuxième quinzaine de novembre.

DÉLIBÉRATIONS ADOPTÉES

1. Assemblées / Modification de l'intérêt communautaire – centre culturel Olivier Carol à Foix

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu la délibération du 8 janvier 2020 relative à la modification de l'intérêt communautaire des compétences « aménagement de l'espace communautaire : création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire », « création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire », « équilibre social de l'habitat » et « action sociale d'intérêt communautaire » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment au titre de l'objectif 23 « Se doter d'outils permettant la diffusion et la médiation culturelles en milieu urbain et rural », l'action 57 : « Transférer le centre culturel Olivier Carol à L'agglo » ;

Considérant que le centre culturel Olivier Carol est un équipement culturel qui accueille notamment la Scène nationale de Foix et de l'Ariège « L'Estive » portée par l'association pour le développement culturel de Foix et de l'Ariège (Adacfa), dont l'action (programmation, diffusion, résidences et création artistique et culturelle), s'organise sur l'ensemble du territoire intercommunal et au-delà. En outre le centre culturel Olivier Carol, par le biais de la scène nationale qu'il accueille, mais aussi par la proposition d'espaces et d'équipements adaptés à l'activité culturelle qu'il procure, ouvre considérablement les opportunités de développement de projets culturels pour les associations et organismes du territoire mais aussi pour les services intercommunaux à caractère culturel : école de musique et de théâtre, médiathèques, ludothèques, actions de diffusion culturelles. Le transfert à l'échelle intercommunale de cet équipement au service des territoire, doit permettre la construction d'une véritable politique culturelle intercommunale ouverte aux partenariats et facilitant l'accès à la culture à tous les publics ;

Considérant que le bâtiment d'une surface totale de près de 9 000 m² se compose de plusieurs espaces d'usage différents, dont les principaux sont :

- Les locaux de la médiathèque intercommunale.
- Le grand hall du rez-de-chaussée desservant l'ensemble du bâtiment.
- Les espaces destinés quasi exclusivement à la scène nationale par convention : principalement les salles du premier étage comprenant notamment la grande salle de spectacle, des espaces administratifs et l'espace bar.
- Des espaces loges et dédiés aux artistes.
- Deux salles de danse.
- Une salle de spectacle dite salle polyvalente en rez-de-chaussée.
- Une salle d'exposition.
- Un grand espace polyvalent, ancien restaurant administratif offrant un vaste potentiel d'usages.
- Les locaux mis à disposition de radio transparence.
- Les espaces situées dans la maison Aynié accueillant plusieurs associations.
- Les espaces extérieurs : parvis, skate-park et espace vert. A noter que ces espaces sont utilisés également par les usagers du centre culturel lors de manifestations culturelles.

Considérant que le bâtiment intègre également la médiathèque intercommunale, déclarée d'intérêt communautaire, qui fait l'objet d'une convention de mise à disposition de locaux de la commune de Foix à L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant que l'ensemble du bâtiment et son assiette foncière (incluant le skate park), tel que présenté à titre indicatif dans le document joint en annexe, sera ainsi mis à disposition de L'agglo Foix-Varilhes, conformément à l'article L1321-1 du CGCT, et fera l'objet d'un procès-verbal de mise à disposition entre la commune de Foix et L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant qu'à compter de la date de transfert de l'équipement, L'agglo Foix-Varilhes assumera l'ensemble des obligations du propriétaire, possède tous pouvoirs de gestion, assure

le renouvellement des biens mobiliers, peut autoriser l'occupation des biens remis, en perçoit les fruits et produits, et agit en justice en lieu et place de la commune ;

Considérant que L'agglo Foix-Varilhes assumera l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens et équipements considérés, à l'exception toutefois du droit d'aliéner ;

Considérant que la mise à disposition s'effectue à titre gratuit ;

Considérant que la nature et l'objet mêmes de l'équipement sont intimement liés à la présence en son sein de L'Estive, scène nationale, gérée par l'Adacfa ;

Considérant, de ce fait, qu'il y a lieu, dans le cadre de la reconnaissance de l'intérêt communautaire de l'équipement, de transférer à L'agglo Foix-Varilhes le soutien apporté par la commune à l'Adacfa, notamment le versement d'une subvention de fonctionnement annuelle ;

Considérant que ce transfert de subvention fera l'objet, comme les autres charges liées à l'équipement, d'une retenue sur attribution de compensation de la ville conformément à l'article 1 609 nonies C du code général des impôts ;

Considérant qu'une délibération spécifique ultérieure procédera à la création des postes transférés, au nombre de trois, eu égard l'avis favorable obtenu en comité technique en date du 26 septembre 2022 et les informations apportées à ce personnel ;

Le président rappelle les différents travaux préparatoires qui ont eu lieu pour la préparation à ce transfert :

- plusieurs réunions techniques entre les services de la Commune de Foix et de L'agglo
- points d'étape présentés en bureau communautaire, notamment le 3 octobre 2022
- sujet traité en commission culture, notamment en réunion du 10 novembre 2022
- sujet évoqué en commission finances, notamment en réunion du 21 juillet 2022
- sujet traité en comité technique (transfert de postes) le 26 septembre 2022
- sujet présenté en Commission locale d'évaluation des charges transférées (Clect) le 19 octobre 2022

Le président fait état des enjeux financiers et présente les estimations provisoires en termes de chargés transférés :

Investissement

- période de référence : 2001 à 2021 (sera complétée de l'année 2022 clôturée)
- dépenses : 3 636 154 €
- recettes : 1 819 696 € (subventions 1 246 803 € / FCTVA 572 893 €)
- charge nette : 1 816 458 €
 - Soit, charge nette annualisée (total/21 ans) : **86 498 €**

Fonctionnement

- période de référence : 3 derniers exercices avant transfert (à ce stade : 2018, 2019 et 2021 (sera actualisée avec 2022))
- dépenses : 1 643 150 € (dont subvention annuelle à l'Adacfa : 214 000 €)
- recettes : 276 014 €
- charge nette : 1 367 136 €
 - Soit, Charge nette annualisée (total/3 ans) : **455 712 €**

Pour un total

- Sur la base de ces éléments, qui seront actualisés avec prise en compte de l'année 2022, le montant de la retenue annuelle sur attribution de compensation de la Commune de Foix serait donc de :

86 498 (investissement) + 455 712 € (fonctionnement) = 542 210 €

Colette Lagarde précise que lors de la commissions culture, il y a eu beaucoup d'interrogations sur ce transfert mais la commission n'étant pas décisionnaire, le travail s'est porté sur les projets à venir sous la gouvernance de L'agglo, soit les 42 communes du territoire.

Véronique Rumeau souhaite que ce dossier soit analysé lors d'une conférence des maires pour que chaque maire concerné puisse prendre en considération tous les éléments du transfert du

centre culturel Olivier Carol. Elle regrette de ne pas avoir eu le compte rendu de la Clect. Sans remettre en cause le projet de territoire voté, elle demande le report du transfert du centre culturel.

Le président répond que le transfert du centre culturel est travaillé depuis une année. Le rapport de la Clect a été adressé aux communes membres préalablement au conseil. Dans une volonté de pleine transparence, il comprend un paragraphe sur le sujet du transfert du centre culturel qui a fait d'objet de questions et de précisions lors de la séance du 19 octobre. Ainsi, les communes disposaient des informations relatives à ce transfert.

Yves Marcerou s'oppose fermement au transfert du Centre culturel Olivier Carol, pour les raisons suivantes :

- La culture n'est pas une priorité vu le contexte financier actuel
- Le transfert des biens meubles et immeubles concerne encore la Commune de Foix, il serait bien de penser aux petites communes.
- L'aspect financier : le transfert va engendrer des augmentations des charges salariales, des frais de prestations privées, des frais de remises aux normes, de coopération avec L'Estive...

Il relève qu'il a été refusé pour des raisons financières un maître-nageur à mi-temps pour le temps scolaire d'apprentissage de la natation comme la Commune de Foix. Il mentionne également le projet du cinéma avec une possibilité d'améliorer l'existant sans engendrer autant de frais à L'agglo.

Le président rappelle que le projet de territoire adopté en 2021 a été voté à l'unanimité. Il précise que l'augmentation du point d'indice n'est pas dans les charges de fonctionnement mais il sera rectifié dès que l'année 2022 sera clôturée. Sur l'électricité, la commune de Foix bénéficie d'un contrat « bloqué » sur l'année 2023 et il sera transféré de droit à L'agglo. En 2024, il espère que L'agglo intégrera le groupement de commandes global en matière d'électricité coordonnée par le SDE 09 afin de bénéficier de tarifs avantageux.

Sylvie Berges suggère que la programmation de l'Estive s'adresse à une population plus large afin de toucher plus d'administrés sur le territoire.

Le président indique que les élus n'ont pas de pouvoir de décision sur la programmation culturelle d'une Scène nationale. Mais il y a la possibilité dans d'autres salles, d'élargir les thèmes de programmation.

Monique Gonzales explique qu'il faut bien différencier le centre culturel de la Scène nationale, L'agglo a une marge de manœuvre sur le centre culturel, l'idée est de développer par des structures existantes comme le Paqjip ou la médiathèque en proposant de nouvelles animations dont bénéficieront tous les administrés du territoire.

Marcel Lopez note les réserves émises par les élus sur le transfert, la Commune de Foix est bien située pour avoir une Scène nationale, la question est de savoir comment va être géré l'accès à cet espace. Des communes comme Verniolle, par exemple, proposent également des spectacles de qualité.

Philippe Quainon précise que la Scène nationale n'occupe pas la salle principale toute l'année et qu'il y aurait la possibilité de la mobiliser à bon escient.

Sylvie Berges revient sur le besoin du maître-nageur qui reste une préoccupation et un besoin réel pour les petites communes.

Michel Tartié prend la parole et regrette que les parents ne fassent pas l'effort de suivre la formation pour encadrer les enfants lors des sorties à la piscine.

Sylvie Berges répond en disant que les parents ne sont pas des formateurs mais ils sont là pour accompagner et encadrer les enfants. Et que le coût d'un maître-nageur est bien moindre que le transfert qui s'élève à plus de 500 000 € par an.

Michel Tartié pense que certains parents seraient tout à fait capables d'apprendre à nager aux enfants.

Yves Marcerou constate que les enfants de la Commune de Foix ont droit à un maître-nageur.

Le président précise que la question de la création d'un poste de maître-nageur par L'agglo reste à l'étude, et informe l'assemblée que le maître-nageur qui intervient avec les enfants des écoles de Foix est entièrement pris en charge financièrement par la Commune de Foix.

Anne Vilaplana considère que le débat du jour ne porte pas sur la création d'un poste de maître-nageur, qui reste une préoccupation, mais sur le transfert du centre culturel.

Didier Dupuy est partagé. Si le centre culturel est à l'évidence supra-communal, il pense qu'en centralisant la culture sur la Commune de Foix, il est difficile de toucher l'ensemble des administrés du territoire.

Le président précise qu'à partir de l'année 2023, L'agglo réduira l'attribution de compensation versée à la Commune de Foix d'une somme estimée à 540 000 € / an qui correspond au coût annuel de l'équipement, ce qui neutralisera financièrement le transfert. L'agglo ne financera que la dynamique des charges. L'intérêt également de ce transfert est de mettre à disposition des salles pour l'école de musique et de théâtre qui ont besoin de ces équipements. L'agglo finance des spectacles pour animer les communes en lien avec les médiathèques, les crèches ou encore l'école de musique. L'enjeu du projet de territoire est de développer la culture vers toutes les communes et leurs habitants.

Véronique Rumeau entend qu'une attribution de compensation, pour cette année, est d'un montant de 540 000 €, mais pour les années à venir, n'y aura-t-il pas des dépenses supplémentaires ? Quelle est l'urgence de ce transfert de compétence sachant que le projet de territoire va jusqu'en 2026, et la conférence des maires aurait pu être un support pour que chacun prenne connaissance du dossier et questionne sur le sujet afin d'arriver à un vote à l'unanimité.

Monique Gonzales précise qu'une étude a été faite par la Cour des comptes ; il en ressort que 70% du public de L'estive ne sont pas des Fuxéens.

Michel Mabillot se questionne sur l'état des 9 000 m² de bâtiments et quels seront les coûts d'électricité avec l'inflation prévue pour l'année 2023. Une délibération votée en novembre pour un transfert en janvier 2023 semble hâtive. Il demande de laisser passer l'année 2023 et de reporter le transfert pour l'année 2024.

Le président rappelle que pour l'année 2023 le contrat du SDE 09 est bloqué et il ne devrait pas y avoir trop de différence par rapport à l'année 2022. Le transfert du centre culturel Olivier Carol est un sujet qui a été abordé et travaillé depuis un an et les attributions de compensation sont pérennes.

Annie Bouby rappelle qu'il y a des actions dans les communes pour amener la culture à tous, l'enjeu est de fédérer toutes ces actions pour que chacun ait accès au droit à la culture.

Le président remercie l'assemblée pour la qualité du débat et des échanges pendant près d'une heure.

Il est proposé :

Article 1 : **DE DÉCLARER** d'intérêt communautaire, au titre de la compétence « équipements sportifs et culturels d'intérêt communautaire », le centre culturel Olivier Carol sis à Foix.

Article 2 : **D'APPROUVER** la modification de l'intérêt communautaire de la compétence « équipements sportifs et culturels d'intérêt communautaire » comme suit :

a) Dans le domaine du sport :

- Le centre aquatique (Foix)
- Les salles omnisports (Ferrières et Vernajoul)

b) Dans le domaine de la culture :

- Les bibliothèques et médiathèques dans le cadre du réseau de lecture publique
- Les écoles de musique
- Le centre d'histoire de la Résistance et de la déportation
- Le centre culturel Olivier Carol

Article 3 : DE PRÉCISER que le transfert du centre culturel olivier Carol entraîne :

- Le dessaisissement de la Commune de Foix.
- Le transfert des services chargés de les mettre en œuvre (article L. 5211-4-1 du CGCT).
- Le transfert des biens meubles et immeubles utilisés à la date du transfert pour l'exercice de la compétence, conformément à l'article L1321-1 du CGCT.
- L'adhésion, par représentation-substitution de la Commune de Foix, à l'Adacfa, notamment en ce qui concerne le soutien logistique et financier à l'association. La subvention versée dans ce cadre fera l'objet, comme pour les autres charges liées à l'équipement, d'une retenue sur attribution de compensation de la ville conformément à l'article 1 609 nonies C du code général des impôts.

Article 4 : D'APPROUVER la nouvelle rédaction de l'intérêt communautaire des compétences exercées, intégrant les modifications apportées ci-dessus, telle que présentée dans le document joint.

Article 5 : D'AUTORISER le président à engager toute démarche, à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Adopté à la majorité.

14 contres (Michel Mabillot, Véronique Rumeau, Marie-Claude Birebent, Nicole Mouchague, Julie Van Molle, Philippe Fabry, Yves Marcerou, Jean-Claude Dupuy, Gilles Baby, Sylvie Berges, Alban Alozy porteur du pouvoir de Denis Martinez, Michel Peruga, Denis Belard).

11 abstentions (Nathalie Rodriguez, Michel Caux porteur du pouvoir de Michèle Arseguel, Philippe Quainon, Jacques Morell, Sylvie Estrade, Jean-Claude Campourcy, Marcel Lopez porteur du pouvoir de Chloé Dallidet, Raymond Fis, Didier Dupuy).

2. Assemblées / Désignation de trois délégués titulaires au sein de l'Association pour le développement culturel de Foix et de l'Ariège

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment au titre de l'objectif 23 « Se doter d'outils permettant la diffusion et la médiation culturelles en milieu urbain et rural », l'action 57 : « Transférer le centre culturel Olivier Carol à L'agglo » ;

Vu la délibération du 16 novembre 2022 portant modification de l'intérêt communautaire au titre de la compétence « équipements sportifs et culturels d'intérêt communautaire », et déclarant le centre culturel Olivier Carol sis à Foix d'intérêt communautaire ;

Considérant que la nature et l'objet mêmes de l'équipement sont intimement liés à la présence en son sein de l'Estive, scène nationale, gérée par l'Association pour le développement culturel de Foix et de l'Ariège (Adacfa) ;

Il est précisé :

Créée en 1986, l'Estive est une association culturelle qui a grandi au fil des années jusqu'à obtenir le label scène nationale en 1992. L'Estive est missionnée par le ministère de la culture, le Conseil départemental de l'Ariège et la Région Occitanie, pour :

- Une programmation pluridisciplinaire de niveau national et international qui reflète les courants de la création actuelle dans tous les domaines artistiques : le théâtre, la danse, le cirque, le cinéma, la littérature, les arts plastiques et visuels...
- Le soutien aux artistes, notamment en coopération avec d'autres acteurs culturels, à l'échelle départementale, régionale, nationale et internationale.
- L'éducation artistique et culturelle pour tous, notamment pour les plus jeunes, à travers des ateliers, des rencontres, des conférences, des soirées thématiques...
- Le développement des publics sur l'ensemble de l'Ariège, notamment grâce à des actions de médiation entre artistes et habitants.

- La dynamisation culturelle du territoire, en fédérant un réseau de partenaires : associations, communes, entreprises...

La directrice de l'association est nommée par le ministre de la Culture (mars 2019).

Aux côtés de ses principaux partenaires institutionnels, l'Estive fédère un large ensemble de partenaires publics et privés qui lui permettent d'aller plus loin dans ses missions, de développer de nouveaux projets et d'aller davantage à la rencontre des habitants.

Considérant que la Commune de Foix dispose actuellement de trois délégués titulaires au sein de l'association ;

Considérant que L'agglo Foix-Varilhes sera substituée, au 1^{er} janvier 2023, à la Commune de Foix au sein de l'association ;

Considérant qu'il convient donc de désigner trois délégués titulaires pour représenter L'agglo Foix-Varilhes au sein de l'association ;

La loi n'imposant pas pour ce type de structure une désignation au scrutin secret, et les statuts de l'association ne prévoyant pas expressément le caractère secret du scrutin, il est proposé de procéder à cette désignation au scrutin public.

Vu les candidatures enregistrées ;

Vu les résultats du scrutin ;

Sont désignés, à l'unanimité :

- **Délégués titulaires** représentant L'agglo Foix-Varilhes au sein de l'association pour le développement culturel de Foix et de l'Ariège :
 - Thomas Fromentin
 - Colette Lagarde - Authié
 - Marine Bordes

3. Finances / Budget principal 2022 - décision modificative n° 1

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier les dispositions financières et comptables ainsi que les articles R.5211-13 et suivants, relatifs aux budgets des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et leurs intercommunalités ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2022/040 du 13 avril 2022 relative à l'adoption du budget primitif du budget principal pour 2022 ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ajustements de crédits pour prendre en compte l'évolution des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement ;

Considérant la présentation au conseil communautaire de la décision modificative n° 1 du budget principal pour 2022, dont les dépenses et les recettes s'équilibrent de la manière suivante :

	Budget primitif 2022	Décision modificative n°1	Budget consolidé 2022
Chapitre 002 - Excédent antérieur reporté	3.830.737,35	0,00	3.830.737,35
Chapitre 013 - Atténuation de charges	95.100,00	74.595,32	169.695,32
Chapitre 70 - Produits des services	1.886.824,07	6.151,17	1.892.975,24
Chapitre 73 - Impôts et taxes	16.494.232,47	268.805,94	16.763.038,41
Chapitre 74 - Dotations et subventions	7.640.479,30	970.124,24	8.610.603,54
Chapitre 75 - Produits de gestion courante	227.968,96	8.700,00	236.668,96
Chapitre 77 - Produits exceptionnels	2.452,72	50.000,00	52.452,72
<i>Chapitre 042 - O/o entre sections</i>	<i>759.833,05</i>	<i>0,00</i>	<i>759.833,05</i>
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	30.937.627,92	1.378.376,67	32.316.004,59
Chapitre 011 - Charges à caractère général	2.924.875,41	526.935,76	3.451.811,17
Chapitre 012 - Charges de personnel	8.115.574,99	627.092,00	8.742.666,99
Chapitre 014 - atténuation de recettes	3.313.515,00	99.327,00	3.412.842,00
Chapitre 65 - charges de gestion courante	10.482.320,38	253.021,91	10.735.342,29
Chapitre 66 - charges financières	156.318,51	1.000,00	157.318,51
Chapitre 67 - charges exceptionnelles	164.260,57	-129.000,00	35.260,57
Chapitre 022 - dépenses imprévues	1.011.282,68	0,00	1.011.282,68
<i>Chapitre 023 - Virement à la section d'inv.</i>	<i>2.928.365,46</i>	<i>0,00</i>	<i>2.928.365,46</i>
<i>Chapitre 042 - o/o entre sections</i>	<i>1.841.114,92</i>	<i>0,00</i>	<i>1.841.114,92</i>
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	30.937.627,92	1.378.376,67	32.316.004,59

	Budget primitif 2022	Décision modificative n°1	Budget consolidé 2022
Chapitre 10 - Dotations, Fonds et réserves	3.289.502,81	-145.847,00	3.143.655,81
Chapitre 13 - Subventions d'équipement	2.778.591,02	254.940,00	3.033.531,02
Chapitre 16 - Emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
Chapitre 4582x - opérations sous mandat	3.256.291,33	240.111,89	3.496.403,22
<i>Chapitre 021 - virement de la sect. de fonct.</i>	<i>2.928.365,46</i>	<i>0,00</i>	<i>2.928.365,46</i>
<i>Chapitre 040 - o/o entre sections</i>	<i>1.841.114,92</i>	<i>0,00</i>	<i>1.841.114,92</i>
<i>Chapitre 041 - opérations patrimoniales</i>	<i>847.429,00</i>	<i>-3.764,27</i>	<i>843.664,73</i>
RECETTES D'INVESTISSEMENT	14.941.294,54	345.440,62	15.286.735,16
Chapitre 001 Résultat reporté	3.971.610,55		3.971.610,55
Chapitre 10 - Dotations, Fonds et réserves	5.417,19		5.417,19
Chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées	555.537,71		555.537,71
Chapitre 26 - Participations	2.000,00		2.000,00
Chapitre 20 - immobilisations incorporelles	1.304.035,00	-229.643,20	1.074.391,80
Chapitre 204 - subventions d'équipement	1.154.589,91	208.000,00	1.362.589,91
Chapitre 21 - immobilisations corporelles	1.727.371,73	27.848,09	1.755.219,82
Chapitre 23 - immobilisations en cours	1.677.902,38	343.000,00	2.020.902,38
Chapitre 4581x - opérations sous mandat	2.935.568,02		2.935.568,02
<i>Chapitre 040 - o/o entre sections</i>	<i>759.833,05</i>		<i>759.833,05</i>
<i>Chapitre 041 - opérations patrimoniales</i>	<i>847.429,00</i>	<i>-3.764,27</i>	<i>843.664,73</i>
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	14.941.294,54	345.440,62	15.286.735,16

Il est proposé :

Article 1 : D'ADOPTER la décision modificative n° 1 du budget principal pour 2022.

Article 2 : D'AUTORISER le président à signer ladite convention et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Adopté à l'unanimité.

4. Finances / Budget annexe résidence autonomie 2022 - décision modificative n° 2

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu la délibération du conseil communautaire du 22 septembre 2021 relative au budget primitif 2022 du budget annexe de la résidence autonomie ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 20 juillet 2022 portant décision modificative n° 1 au budget annexe de la résidence autonomie ;

Considérant qu'il convient de faire face à la forte hausse de l'inflation, particulièrement sensible en matière d'énergie, par la réaffectation de crédits devenus sans objet (exonération permanente d'impositions foncières) ;

Considérant la rotation constatée des résidents, plus importante qu'anticipé initialement, et le besoin d'ajustement des chapitres dédiés au cautionnement ;

Section de fonctionnement	Budget primitif 2022	Décision modificative N° 1	Décision modificative N° 2	Budget consolidé 2022
Chap 017 Groupe 1 : produits de la tarification	538.000,00			538.000,00
Chap 018 Groupe 2 : autres produits de la tarification	11.000,00			11.000,00
Chap 002 Report à nouveau	0,00			0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	549.000,00	0,00	0,00	549.000,00
Chap 011 Groupe 1 : dépenses afférentes à l'exploitation courante	162.000,00		12.500,00	174.500,00
Chap 012 Groupe 2 : dépenses afférentes au personnel	268.000,00	-28.940,83		239.059,17
Chap 016 Groupe 3 : dépenses afférentes à la structure	119.000,00	28.940,83	-12.500,00	135.440,83
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	549.000,00	0,00	0,00	549.000,00
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00

Section d'investissement	Budget primitif 2022	Restes à réaliser	Décision modificative N° 1	Décision modificative N° 2	Budget consolidé 2022
Chap 10 Dotations et fonds divers	20.000,00		-4.595,73		15.404,27
Chap 13 Subventions d'investissement	98.800,00	282.622,00	-344.211,70		37.210,30
Chap 16 Emprunts et dettes assimilées	5.000,00			2.000,00	7.000,00
Chap 28 Amortissements	12.200,00		28.940,83		41.140,83
RECETTES D'INVESTISSEMENT	136.000,00	282.622,00	-319.866,60	2.000,00	100.755,40
Chap 13 Subventions d'investissement	0,00		22.162,00		22.162,00
Chap 16 Emprunts et dettes assimilées	5.000,00			2.000,00	7.000,00
Chap 20 Immobilisations incorporelles	0,00	22.794,00	-22.794,00		0,00
Chap 21 Immobilisations corporelles	131.000,00	2.947,56	-62.354,16		71.593,40
Chap 23 Immobilisations en cours	0,00				0,00
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	136.000,00	25.741,56	-62.986,16	2.000,00	100.755,40
RESULTAT D'INVESTISSEMENT	0,00	256.880,44	-256.880,44	0,00	0,00

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur ;

Il est proposé :

Article 1 : D'APPROUVER la présente décision modificative n° 2 du budget annexe de la résidence autonomie pour 2022.

Article 2 : D'AUTORISER le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Adopté à l'unanimité.

5. Finances / Fonds de concours voirie – opérations sous mandat programme 2021

Rapporteur : Patrick Eychenne

Vu la délibération du conseil communautaire du 20 septembre 2017 précisant les modalités d'attribution de fonds de concours pour la réalisation de travaux de voirie ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 2 mai 2018 définissant l'intérêt communautaire des compétences exercées par L'agglo Foix-Varilhes, notamment en matière de voirie ;

Considérant la volonté de poursuivre et renforcer les solidarités et de forger une nouvelle dynamique territoriale, d'assurer une équité et une harmonisation des pratiques entre les communes, notamment en matière de réseaux de voirie ;

Considérant l'achèvement du programme de travaux de voirie du programme 2021 et la perception du solde de DETR attribuée ;

Considérant que, suite à la réforme du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) opérée en 2021, la participation communale est appelée pour le montant total des travaux réalisés sur la commune ; que L'agglo Foix-Varilhes verse concomitamment une subvention égale à la part de DETR correspondante, augmentée du montant du fonds de concours ("part de L'agglo") ; que les communes percevront in fine le FCTVA au titre des dépenses totales, en n+1 ou n+2 selon le régime de versement (plan de soutien de 2009/2010) ;

Yves Marcerou relève qu'entre l'inflation de 20% sur les matériaux et 10% sur l'énergie, l'enveloppe de 500 000 € attribuée à la voirie n'est plus que de 350 000 €. Il constate malheureusement que cette aide directe aux petites communes est largement diminuée. D'autant que cette enveloppe était au départ attribuée à 20 communes avant la fusion des deux communautés de communes en 2017 et que cette même enveloppe est aujourd'hui partagée entre toutes les communes du territoire de L'agglo.

Le président explique que le montant du fonds de concours aux communes est historiquement fixé à proportion du montant de la DETR mobilisable, il précise que la volonté de Madame la préfète est de maintenir le niveau de cette subvention ce qui n'est pas le cas dans certains départements. Des logiques de spéculation entraînent les fluctuations sur les coûts du marché que nos entreprises locales amortissent comme elles le peuvent. Il précise que le montant de l'enveloppe a été réévalué lors de la fusion des intercommunalités afin de bénéficier, dans des proportions similaires qu'auparavant, aux 42 communes.

Marcel Lopez fait part de son inquiétude sur les difficultés à venir sur une proposition de la Cour des comptes suite au rapport sur l'intercommunalité qui vise à investir les EPCI de la répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) auprès des communes membres après perception.

Le président rappelle que le fonds de concours en soutien à la ruralité, réservé aux communes de moins de 1 000 habitants vient d'être voté. Il s'élève à plus 500 000 € et court jusqu'en 2025.

Il est proposé :

Article 1 : **D'ATTRIBUER** des fonds de concours aux communes, tel que figurant dans le tableau de répartition ci-annexé.

Article 2 : **DE PRÉCISER** que le versement de ces fonds de concours intervient dans le cadre d'une opération sous mandat pour laquelle L'agglo Foix-Varilhes intervient en tant que maître d'ouvrage délégué.

Article 3 : **DE DIRE** que les crédits sont prévus au chapitre 204 en dépenses et au chapitre 4582 en recettes du budget principal pour 2022.

Article 4 : **D'AUTORISER** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Adopté à l'unanimité.

6. Hydraulique / Gestion des eaux pluviales urbaines – prolongation des conventions de délégation de compétence

Rapporteur : Patrick Eychenne

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment son article 14 qui stipule que la communauté d'agglomération peut déléguer, par convention, tout ou partie de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 8 janvier 2020 approuvant la délégation de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » à l'exception de l'élaboration d'un schéma directeur intercommunal de gestion des eaux pluviales urbaines, aux communes membres de la communauté d'agglomération, pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} janvier 2020, renouvelable un an sur demande expresse de l'une des parties ;

Considérant que les conventions de délégation signées ont fait l'objet d'un renouvellement pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2022 ;

Considérant que le calendrier d'élaboration du schéma directeur intercommunal de gestion des eaux pluviales urbaines (qui comprendra le recensement du patrimoine, un zonage et un plan pluriannuel d'investissement) a été révisé, avec une finalisation prévue au 1^{er} semestre 2023 ;

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** le prolongement de délégation de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » aux communes membres de L'agglo Foix-Varilhes pour une durée d'un an soit jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Adopté à l'unanimité.

7. Mobilités / Réalisation du pôle d'échanges multimodal de Varilhes - approbation d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la commune de Varilhes et L'agglo Foix-Varilhes

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026 : un projet pour notre territoire*, qui prévoit, dans son objectif 30 : « organiser et développer les transports en commun », et dans son action 72 « créer un pôle d'échanges multimodal à Varilhes et penser les points d'interconnexion entre les offres de mobilités ;

Considérant le projet de pôle d'échanges multimodal à Varilhes ;

Il est précisé :

Conformément au plan global de déplacement approuvé le 9 décembre 2019 à l'échelle du Scot de la vallée de l'Ariège et à *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, L'agglo Foix-Varilhes projette de réaménager entièrement la gare de Varilhes pour en faire un second pôle d'échange multimodal (Pem) sur son territoire, en complément de celui existant à Foix, réalisé récemment autour d'une gare structurante fréquentée annuellement par 230 000 voyageurs.

Accueillant aujourd'hui environ 45 000 voyageurs par an, la gare de Varilhes présente une localisation particulièrement intéressante se situant à environ :

- 400 m au sud du centre-ville de Varilhes, « commune-relais » de 3 500 habitants entre Foix et Pamiers
- 2 kms du principal employeur de l'Ariège, le centre hospitalier intercommunal des vallées de l'Ariège (Chiva), qui outre le personnel, accueille chaque jour de très nombreux usagers et visiteurs
- 5 kms du parc d'activités intercommunal Delta Sud, l'un des pôles économiques majeurs la basse Ariège (78 entreprises et près de 1 000 emplois)

Sans réelle alternative à la voiture pour rejoindre le Chiva et Delta Sud, le fort potentiel de la gare s'avère actuellement insuffisamment mobilisé alors même qu'une partie importante des actifs, usagers et visiteurs, habitent le long de l'axe ferroviaire (42% pour les actifs de Delta Sud à titre d'exemple).

Des actions sont donc programmées pour rendre plus attractive l'offre ferroviaire, notamment par la connexion de la gare aux principales polarités territoriales en développant notamment un réseau de pistes cyclables et de mobilités douces à partir de la gare de Varilhes, qui

accueil en outre depuis le 27 août 2022 une nouvelle ligne en transport en commun : L'agglomération (une trentaine d'arrêts par jour en semaine).

Les aménagements existants de la gare s'avèrent donc incompatibles avec cette volonté de promouvoir le train et l'intermodalité, engendrant une faible lisibilité de l'organisation, de l'offre et de la complémentarité des modes de transports.

L'agglomération Foix-Varilhes et ses partenaires ont ainsi décidé de transformer la gare de Varilhes en réel pôle d'échange multimodal.

Une étude de faisabilité a ainsi été menée en 2021 sous maîtrise d'ouvrage du Scot de la Vallée de l'Ariège, permettant d'aboutir à une esquisse d'aménagement et à une définition des modalités de réalisation du projet.

L'objectif est d'offrir un réel espace d'articulation assurant un accès rapide, simple et pratique entre les différents modes de transports, tout en s'insérant dans le tissu urbain existant en lien avec le cœur de ville pour être clairement identifiable. Le pôle d'échanges multimodal doit être, in fine, un aménagement pratique pour centraliser et orienter les déplacements. Il doit être un lieu où l'offre intermodale diversifiée encourage et facilite les changements de pratiques, notamment alternatives à la voiture individuelle (train, piétons, vélo, réseau de bus L'agglomération-bus...).

De manière pratique, le périmètre d'aménagement du pôle d'échanges multimodal, entendu comme un projet global lisible et visible pour les usagers, se situe sur deux emprises foncières : l'emprise immédiate de la gare (de compétence intercommunale) et l'espace public situé devant la gare (avenue de la gare et avenue des Pyrénées, de compétence communale). Sur l'emprise communale, afin de sécuriser les flux d'accès à la gare, l'aménagement de base prévoit la création de deux plateaux avec vitesse limitée à 30 km/h complétés par des enrobés colorés pour marquer le changement d'espace au droit de la gare. C'est dans ce cadre, et dans la perspective de réaliser un aménagement d'ensemble cohérent, qu'il est proposé une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage.

Marcel Lopez constate l'intérêt que porte L'agglomération à renforcer la mobilité sur le territoire par ce projet de transformation de la gare de Varilhes en un pôle d'échanges multimodal. Il indique que les transports représentent le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre et une des principales sources de pollution de l'air. L'Etat inscrit la transition écologique de mobilité par des aides financières à hauteur de 18 milliards d'euros. Il précise l'engagement de la Région Occitanie à dynamiser et améliorer le réseau ferroviaire. Il mentionne que 3 personnes sur 4 se déplacent seules dans leur véhicule et qu'il faut améliorer les circuits courts comme les trajets domicile-école, domicile-travail ou encore domicile-commerces. Il pense également que L'agglomération doit s'orienter vers l'installation de panneaux photovoltaïques sur tous les projets du territoire.

Le président précise que la gare de Varilhes est dans le périmètre Architectes des Bâtiments de France (ABF) qui s'oppose à la l'installation de panneaux photovoltaïques. Actuellement un amendement circule au sein du Sénat et de l'Assemblée nationale. Les projets d'EnR sont soumis à des dispositions visant à garantir qu'ils ne portent pas atteinte à la préservation du patrimoine et ils nécessitent un avis conforme de l'ABF, cet amendement vise à modifier l'avis conforme en un avis simple sans portée contraignante.

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du pôle d'échanges multimodal à Varilhes, entre la Commune de Varilhes et L'agglomération Foix-Varilhes.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à signer ladite convention et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Article 3 : **D'INDIQUER** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe mobilités de l'exercice.

Adopté à l'unanimité.

8. Enfance / Accueil de loisirs - fixation des tarifs appliqués aux familles pour les séjours hiver 2023 des accueils de loisirs de L'agglo Foix-Varilhes à Foix, Varilhes, Verniolle et Saint-Paul-de-Jarrat

Rapporteur : Michel Caux

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 8 janvier 2020 relative à l'action sociale d'intérêt communautaire spécifiant « L'étude, la création, la mise en place, la gestion, l'entretien, le financement de services et structures en direction de l'accueil de l'enfance (dès la scolarisation, jusqu'à 11 ans ou jusqu'au terme de la scolarisation en primaire) : accueil de loisirs extrascolaire agréé durant les périodes de vacances scolaires, accueil périscolaire le mercredi après-midi pour les communes ayant adopté un rythme hebdomadaire de 4.5 jours avec classe le mercredi matin et pour les communes ayant adopté un rythme scolaire de 4 jours sans classe le mercredi matin, mise en œuvre de transports d'enfants aux accueils périscolaires du mercredi après-midi » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 7 juillet 2021 attribuant le lot n° 3 du marché public « Prestations de services concernant les actions éducatives : accueil de loisirs périscolaire du mercredi après-midi, accueil de loisirs extrascolaire pendant les vacances scolaires » à l'association « Les Francas du Pays de Foix » ;

Considérant que le cahier des clauses techniques particulières prévoit que les orientations pédagogiques souhaitées par L'agglo Foix-Varilhes font mention, entre autres, de l'organisation de séjours ;

Considérant que les séjours organisés durant l'hiver présentent les mêmes caractéristiques de durée, d'hébergement et d'activités que les séjours réalisés par ladite association pendant l'hiver 2022 ;

Il est proposé de conserver la même tarification appliquée lors des séjours réalisés du 28 février au 4 mars 2022 et d'appliquer ladite grille tarifaire, pour les séjours organisés sur la période du 27 février au 3 mars 2023, pour les accueils de loisirs de L'agglo Foix-Varilhes à Foix, Varilhes, Verniolle et Saint-Paul-de-Jarrat, à savoir :

Séjour	Agés	Quotient familial (QF)	Tarif plein proposé par L'agglo (1)	Montant aide Caf AVE (2)	Montant réglé par les familles (3)
Séjour ski vacances hiver 2023 5 jours	8-11 ans	< 435	140 €	85 €	55 €
		De 435,01 à 530	160 €	80 €	80 €
		De 530,01 à 700	180 €	55 €	125 €
		De 700,01 à 830	190 €		190 €
		De 830,01 à 1 000	220 €		220 €
		De 1 000,01 à 1 200	250 €		250 €
		> 1 200	270 €		270 €

(1) Pour les familles ayant un quotient familial inférieur à 700€, une aide aux vacances (AVE) accordée par la CAF vient en déduction. La famille pouvant prétendre à ladite aide reçoit une notification de la CAF et la présente lors de l'inscription au séjour. La famille règle le montant du séjour, déduction faite de l'aide.

(2) Montants AVE 2023 non connus à ce jour, à titre informatif application des montants 2022

(3) Sous réserve de modification du montant de l'aide AVE

Marcel Lopez s'interroge sur les séjours ski vacances en raison des problèmes climatiques, ne faudrait-il pas envisager de faire découvrir la montagne différemment aux enfants ?

Il est proposé :

Article 1 : **DE RECONDUIRE** sur 2023 les tarifs appliqués durant l'hiver 2022 tels que figurant ci-dessus.

Article 2 : **DE PRÉCISER** que ces tarifs sont applicables pour les séjours organisés durant les vacances d'hiver 2023.

Article 3 : **D'AUTORISER** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Adopté à l'unanimité.

9. Ressources humaines / Création d'un poste de chef de projet mobilités, relevant du grade d'ingénieur territorial, à temps complet, au sein du pôle habitat, aménagement, mobilités

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, en particulier l'axe 3.1 « Améliorer significativement les mobilités du quotidien », qui s'est traduit notamment par le lancement en septembre 2022 de *L'agglo-bus*, nouveau réseau de transport en commun de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu le fonctionnement de service mobilités ;

Vu le recrutement d'un chef de projet mobilités en novembre 2020 ;

Considérant que le poste de chef de projet mobilités a été pourvu par un agent contractuel, faute de candidature adaptée d'agent fonctionnaire ;

Considérant que le contrat à durée déterminée arrive à terme le 31 janvier 2023 pour le poste de chef de projet mobilités, relevant du grade d'ingénieur territorial, à temps complet ;

Il est proposé à l'assemblée de relancer la création d'un poste de chef de projet mobilités, relevant du grade d'ingénieur territorial, à temps complet, au sein du pôle habitat, aménagement, mobilités.

Il est proposé :

Article 1 : **DE CRÉER** un poste de chef de projet mobilités, relevant du grade d'ingénieur territorial, à temps complet, au sein du pôle habitat, aménagement, mobilités, tel que défini ci-dessus.

Article 2 : **D'ACTER** que le tableau des effectifs n'est pas modifié avec la création dudit poste.

Article 3 : **D'AUTORISER** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Adopté à l'unanimité.

10. Ressources humaines / Création d'un poste d'agent social en résidence autonomie, relevant du grade d'agent social, à temps complet, au sein de la résidence autonomie à Varilhes

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu le fonctionnement du service de la résidence autonomie à Varilhes ;

Considérant le poste d'agent social ouvert en 2019, à hauteur de 24 h 30 hebdomadaires, afin de répondre aux besoins certains de remplacements et de faciliter la gestion du service ;

Considérant que le besoin constaté sur les deux dernières années fait apparaître, pour les besoins de remplacement, le besoin d'un temps complet ;

Il est proposé de créer un poste d'agent social en résidence autonomie, relevant du grade d'agent social, à temps complet, au sein de la résidence autonomie à Varilhes.

La suppression du poste actuellement pourvu, à hauteur de 24 h 30 hebdomadaires, sera proposée en comité social territorial (CST) ultérieurement.

Il est proposé :

Article 1 : DE CRÉER un poste d'agent social en résidence autonomie, relevant du grade d'agent social, à temps complet, au sein de la résidence autonomie à Varilhes, tel que défini ci-dessus.

Article 2 : D'ACTER que le tableau des effectifs est modifié en ce sens.

Article 3 : D'AUTORISER le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Adopté à l'unanimité.

11. Motion relative aux conséquences de la crise économique et financière sur les comptes de L'agglo Foix-Varilhes

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5216-5 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Monsieur le Président propose à l'assemblée de soutenir la motion relative aux conséquences de la crise économique et financière sur les comptes de L'agglo Foix-Varilhes détaillée ci-dessous :

Le conseil communautaire, réuni le 16 novembre 2022, exprime sa profonde préoccupation concernant les conséquences de la crise économique et financière sur les comptes de la communauté d'agglomération, sur sa capacité à investir et sur le maintien d'une offre de services de proximité adaptée aux besoins de la population.

Nos communes et intercommunalités doivent faire face à une situation sans précédent :

Estimée pour 2022 et 2023 à environ 5,5%, l'inflation, à son plus haut niveau depuis 1985, va faire augmenter les dépenses annuelles de fonctionnement de plus de 5 Md€.

Les coûts de l'énergie, des produits alimentaires et des matériaux connaissent une hausse spectaculaire qui à elle seule compromet gravement l'équilibre des budgets de fonctionnement et les capacités d'investissement des communes et de leurs intercommunalités.

Enfin, l'augmentation de 3,5% du point d'indice, mesure nécessaire pour les agents territoriaux, ajoute une charge supplémentaire de 2,3 Md€ pour nos collectivités.

Après quatre ans de baisse des dotations de 2014 à 2017, la réduction des moyens s'est poursuivie depuis 2017 avec le gel de la DGF et la baisse chaque année des attributions individuelles pour plus de la moitié des collectivités du bloc communal.

Les projets de loi de finances et de programmation des finances publiques proposent de rajouter encore des contraintes avec la suppression de la CVAE et une nouvelle restriction des interventions des collectivités locales, à hauteur de 15 Md€ d'ici 2027, par un dispositif d'encadrement des dépenses comparable à celui dit de Cahors et visant un plus grand nombre de communes et d'intercommunalités.

Ces mesures de restriction financières de nos communes ne se justifient pas : les collectivités ne sont pas en déficit et les soldes qu'elles dégagent contribuent au contraire à limiter le déficit public.

Les erreurs du passé ne doivent pas être reproduites : depuis 2014, la baisse cumulée des dotations, qui représente un montant de 46 Md€ a conduit à l'effondrement des investissements alors que les comptes de l'Etat n'ont fait apparaître aucune réduction de déficit : celui de 2019, juste avant la crise sanitaire, est resté au même niveau qu'en 2014 (3,5% du PIB).

Face à l'impact de la crise économique, il est essentiel de garantir la stabilité en euros constants des ressources locales pour maintenir l'offre de services à la population, soutien indispensable au pouvoir d'achat des ménages.

Face à la faiblesse de la croissance annoncée à 1% en 2023, l'urgence est également de soutenir l'investissement public local qui représente 70% de l'investissement public et constitue

une nécessité pour accompagner la transition écologique des transports, des logements et plus largement de notre économie.

Dans un contexte de crise mondiale, le Parlement doit prendre la mesure de cette réalité et permettre aux communes et intercommunalités de disposer des moyens d'assurer leurs missions d'amortisseurs des crises.

L'agglomération Foix-Varilhes soutient les positions de l'Association des maires et des présidents d'intercommunalités de France qui propose à l'exécutif :

- **D'indexer la DGF sur l'inflation 2023**, afin d'éviter une nouvelle réduction des moyens financiers du bloc communal de près de 800 millions d'euros. La revalorisation de la DGF est également indispensable pour engager une réforme globale de la DGF, visant notamment à réduire les écarts injustifiés de dotations.
- **De maintenir l'indexation des bases fiscales** sur l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de novembre 2022 (+6,8% estimés).
- **Soit de renoncer à la suppression de la CVAE, soit de revoir les modalités de sa suppression.** Adossée à la valeur ajoutée et déductible du bénéfice imposable à l'IS, la CVAE n'est pas déconnectée des performances de l'entreprise, elle n'est pas un impôt de production mais constitue un lien fiscal essentiel entre les entreprises et leur territoire d'implantation.

Les collectivités ne sont pas responsables du niveau élevé des prélèvements obligatoires, la fiscalité locale ne représentant que 6,5% du PIB sur un total de 44,3%.

Si la suppression de la CVAE devait aboutir, il serait alors indispensable de la remplacer par une contribution locale, sur laquelle les collectivités garderaient le pouvoir de taux et/ou d'assiette. Dans l'attente d'un dispositif élaboré avec les associations d'élus, L'agglomération Foix-Varilhes demande un dégrèvement permettant une compensation intégrale.

- **De maintenir l'indexation des bases fiscales** sur l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de novembre 2022 (+6,8% estimés).
- **De renoncer à tout dispositif punitif d'encadrement** de l'action locale. Les 15 Md€ de restrictions de dépenses imposés aux collectivités locales d'ici 2027 sont en réalité des restrictions imposées à la population car c'est autant de moins pour financer l'offre de services.
- **De réintégrer les opérations d'aménagement, d'agencement et d'acquisition de terrains dans l'assiette du FCTVA.** Cette réintégration doit être opérée en urgence pour permettre notamment aux collectivités locales frappées par les incendies d'avoir de nouveau accès au FCTVA pour l'aménagement des terrains concernés.
- **De rénover les procédures d'attribution de la DETR et de la DSIL** pour permettre une consommation des crédits votés en lois de finances. En particulier, L'agglomération Foix-Varilhes demande la suppression des appels à projets, et, pour l'attribution de la DSIL, l'instauration d'une commission d'élus et la transmission des pouvoirs du préfet de région au préfet de département. Cette même logique doit prévaloir pour l'attribution du fonds vert.

L'agglomération Foix-Varilhes demande que la date limite de candidature pour la DETR et pour la DSIL intervienne après le vote du budget primitif concerné. Cette évolution permettrait de donner plus de temps aux échanges avec les services de l'État et d'appréhender l'ensemble des projets éligibles.

Enfin, dans un souci de simplification, lorsque le cumul des deux dotations est possible, il faut que le même dossier puisse servir à l'instruction de l'attribution des deux dotations.

Concernant la crise énergétique, L'agglomération Foix-Varilhes soutient les propositions faites auprès de la Première ministre par l'ensemble des associations d'élus de :

- **Créer un bouclier énergétique d'urgence** plafonnant le prix d'achat de l'électricité pour toutes les collectivités locales, éventuellement assorti d'avances remboursables.
- **Permettre aux collectivités de sortir sans pénalités financières** des nouveaux contrats de fourniture d'énergie, lorsqu'elles ont dû signer à des conditions tarifaires très défavorables.

- **Donner aux collectivités qui le souhaitent la possibilité de revenir aux tarifs réglementés de vente (TRV)** – c'est-à-dire aux tarifs régulés avant l'ouverture à la concurrence - quels que soient leur taille ou leur budget.

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** la motion concernant les conséquences de la crise économique et financière sur les comptes de L'agglo Foix-Varilhes et plus largement sur l'ensemble des collectivités locales.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à adresser ladite motion à l'association des maires et des élus de France (locale et nationale), aux autorités parlementaires et étatiques.

Article 3 : **D'AUTORISER** le Président à engager les démarches et les procédures afférentes à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité.

Informations diverses :

- La conférence des maires aura lieu le 6 décembre à 18h30 à Saint-Jean-de-Verges
- Le prochain conseil communautaire aura lieu le 14 décembre à 18h30

Les sujets étant épuisés, la séance est levée à 21h